Pratiques médiévales de l'écrit documentaire

Laurent Morelle

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1301>

DOI : 10.4000/ashp.1301

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2012

Pagination : 146-151

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Laurent Morelle, « Pratiques médiévales de l'écrit documentaire », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 143 | 2012, mis en ligne le 24 septembre 2012, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1301> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1301>

PRATIQUES MÉDIÉVALES DE L'ÉCRIT DOCUMENTAIRE

Directeur d'études : M. Laurent MORELLE

Programme de l'année 2010-2011 : I. *Le temps dans l'acte, le temps de l'acte : l'expression de la date dans les chartes jusqu'au XIII^e siècle.* — II. *Problèmes de typologie : actes continués, actes hybrides, actes-compilations (X^e-XII^e siècles).* — III. *Travaux récents et recherches en cours.*

I. Au cours des premières séances, on a balisé sommairement le champ couvert par l'intitulé. Les données relatives au « temps » affluent à différents endroits de « l'acte » : les préambules brodent sur la pérennité des dispositions consignées ; les exposés sont émaillés de références chronologiques ; dans les dispositifs, on glane sans peine des indications sur la durée des contrats, les moments d'échéances, les anniversaires (de décès ou de naissance) à célébrer. Bien sûr, ce sont les formules de datation qui concentrent l'attention, quand elles sont présentes (leur absence est aussi matière à réflexion). Prenant place à divers endroits de l'acte (en tête, au pied, au cœur du texte), leur libellé n'a rien de fixe, puisqu'elle peuvent accueillir toutes sortes d'éléments de lieu et de temps, juxtaposant données chronologiques de base (jour, mois, année), indications computiques savantes et références synchroniques à portée éventuellement « politique ». Ces données renvoient à des « actions » diversement désignées (*actum, datum, confirmatum, renovatum, recitatum*, etc.) : qu'y a-t-il derrière ces termes ? quand la date est-elle apposée ? à quel étape du processus diplomatique correspond-elle ? Avec ces questions, on aborde l'autre versant de l'intitulé : le « temps de l'acte », autrement dit le processus d'élaboration du document, et naturellement le rapport qu'entretient l'acte écrit avec les rituels dont il rend compte et procède, et auxquels il peut prendre part. Ces développements introductifs ont été l'occasion de mises au point bibliographiques.

Après les actes dits privés, étudiés en 2009-2010, ce sont les actes royaux qui ont été mis à l'honneur cette année. Les formules de date des préceptes mérovingiens ont d'abord été examinées. On a rappelé leur structure d'ensemble, leurs composantes (*Datum*, jour et mois, année du règne, indication de lieu, appréciation), le double mode de computation des jours (progressif dans la première quinzaine du mois, régressif et à la romaine dans la seconde), un procédé qui souffre des exceptions (calcul progressif tout au long du mois) parfois sujettes à caution (*DMer* 139). S'agissant des mois privilégiés pour l'émission des diplômes parvenus jusqu'à nous, on a complété les observations de leur éditeur Theo Kölzer touchant les actes reconnus vrais (sur 53 actes, pics en mars [le fameux « Champ de mars » de l'historiographie ancienne !] avec 17 occurrences, second pic en juin avec 7 occurrences) par des remarques concernant les actes réputés *unecht* : les pics sont alors curieusement décalés d'un mois : on les relève en avril (15 actes sur 75), en juillet (10) et en octobre (10). Il conviendrait de voir de plus près ces glissements, par foyer de falsification.

La datation des diplômes royaux carolingiens et post-carolingiens nous a occupés plus longuement. Après avoir décrit les grands traits de la formule de datation (séparation *Data* ou *datum* / *Actum*, apparition de l'indiction, quantième à la romaine), on a rappelé les termes et enjeux du débat historiographique ancien concernant la signification des termes « *datum* » et « *actum* » (remise de l'acte ou transmission de l'ordre de mise par écrit, action juridique ou ordre de mise par écrit), discussions stimulées par le désir d'expliquer les discordances éventuelles entre les indications introduites respectivement par *datum* (temps) et *actum* (lieu).

On s'est ensuite intéressé à l'évolution de la matrice carolingienne de la date, en partant de sa forme « canonisée » en Francie occidentale sous Charles le Chauve. On a exposé la situation diplomatique règne par règne sur la période, fertile en rebondissements, allant de la mort de Charles le Chauve (877) à la mort de Lothaire (986), avant de concentrer le regard sur deux évolutions de la formule de datation : 1) la concurrence progressive de la formulation double *Datum/actum* par une formule simple commandée par *Actum* ; 2) l'irruption de l'année de l'Incarnation (le millésime).

S'agissant du passage de la formule double à la formule simple, une mise au point s'est avérée utile. La formule simple en *Actum* apparaît en tir groupé sur quatre diplômes royaux de Carloman II en 881 (*Louis II, Louis III et Carloman II*, n^{os} 50-53) ; on la constate sur un seul acte du roi Eudes (888-898), une pièce fourmillant d'anomalies (*Eudes*, n^o 16) ; sous Charles le Simple (893-922), le seul exemple attesté est fourni par un acte connu en copie pour Saint-Martin de Tours (*Charles III*, n^o 63). La formule simple s'implante sous le roi Raoul (923-936) à la fin 926 (*Robert I^{er} et Raoul*, n^o 9) pour devenir dès 936 la solution ordinaire sous Louis IV (936-954) – seuls trois actes (*Louis IV*, n^{os} 6, 11, 12), reprenant des diplômes antérieurs, y font exception –, avant de connaître à nouveau la concurrence de la formule double durant le cancellariat de Gezo (...958-969...) sous le règne de Lothaire (954-986).

Robert-Henri Bautier n'a sans doute pas tort de déclarer que le « schéma [adopté par le roi Raoul] se généralisa en France dès l'avènement de Louis IV en 936 »¹, mais il convient d'apporter des nuances et quelques éléments d'explication. Le maintien de la tradition caroline dépend sans doute de la relation du souverain (ou de son entourage) avec son passé (et avec l'acte écrit) : la fascination de Charles le Simple pour son grand-père Charles le Chauve explique sans doute la préservation de l'héritage diplomatique de ce dernier ; peut-être la « réaction diplomatique » constatée durant quelques années du règne de Lothaire est-elle aussi une expression de la « réaction carolingienne » dont témoigne l'action du roi. Dans le cas de Lothaire, cette réaction diplomatique coïncide avec le passage de Gezo (...958-969...) à la chancellerie royale, ce qui pourrait être l'indice de son influence et pose la question plus générale du rôle joué par les notaires-chanceliers dans les fluctuations de l'acte royal. Un rôle contrasté, à tout le moins : sous Louis IV, par exemple, les actes reconnus par Odilon maintiennent parfois la structure canonique double en *Datum/Actum* (*Louis IV*, n^o 12, 940), tandis que d'autres adoptent une formule simplifiée introduite par *actum* (*Louis IV*,

1. R.-H. Bautier, « La chancellerie et les actes royaux dans les royaumes carolingiens », *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 142 (1984), p. 5-80 (réimprimé dans Id., *Chartes, sceaux et chancelleries*, Paris, 1990, t. II, p. 461-536), à la p. 60 (516).

n° 8, 24 août 938 ; n° 18, 5 janvier 942) ou *datum* (Louis IV, n° 17, 5 décembre 941). Le souci de la forme diplomatique est aussi affaire d'individus.

Pour expliquer l'adoption de la formule simplifiée sous Carloman II puis sous Raoul, les diplomatistes ont évoqué l'influence de chancelleries extérieures. S'agissant des quatre actes de Carloman II unissant temps et lieu dans une formule commandée par *Actum*, Bautier a soutenu que la chancellerie occidentale avait suivi sans retard la formulation instaurée par Charles le Gros au début de son règne (876) en Germanie (*Karl III*, n° 1). On peut néanmoins se demander par quel canal la chancellerie de Carloman aurait eu connaissance d'un acte de 876 qui n'est autre qu'un acte privé où le fils de Louis le Germanique conclut, en compagnie de l'abbé de Rheinau, un échange de biens avec un comte. Bautier semble vouloir étayer son argument en signalant que jusqu'en 880, plus d'une vingtaine d'actes de Charles le Gros (*Karl III*, n°s 2-24) suppriment la référence topographique dans leur formule de datation. Mais outre que la suppression de la mention de lieu n'a pas son pendant en Francie occidentale, les actes en cause de Charles le Gros commencent par *Data*. L'influence des pratiques diplomatiques de Charles le Gros sur celles de Carloman II paraît très improbable.

Pour la nouveauté de décembre 926, Jean Dufour, éditeur des actes de Raoul, ainsi que Robert-Henri Bautier ont avancé l'influence de la chancellerie (Bautier) ou du moins des actes (Dufour) du roi de Provence Louis l'Aveugle († 928), couronné empereur en 901 mais aveuglé en 905 par son concurrent Béranger. Dans le corpus des diplômes de Louis, l'usage de la formule simple introduite par *Actum* est en effet attesté depuis 896, mais les deux mots *Actum* et *Datum* s'y font souvent concurrence. D'un autre côté, le roi Raoul, avant tout prince bourguignon, manifestait probablement peu d'attachement aux traditions diplomatiques carolingiennes, et le prestige d'une *Vorurkunde* impériale a pu jouer. Mais les tâtonnements qui accompagnent l'adoption même de la formule simple dans les actes de Raoul des années 923-926 – en témoigne l'acte n° 6 de 924 pour Saint-Symphorien d'Autun, où l'indication du lieu annoncée par *Actum* précède le *signum* royal, tandis que les indications de temps sont reléguées plus bas et rattachées à la souscription de scribe – ne donnent pas l'impression d'une adhésion délibérée à un modèle, soulignant plutôt la porosité de l'acte royal aux influences des écrits rencontrés.

La question de l'introduction de l'année de l'Incarnation dans la diplomatie royale de la période 877-987 soulève de semblables difficultés. On peut en fixer les jalons de la façon suivante : irruption tonitruante sous le roi Eudes (888-898), puisque le millésime figure (souvent fautif) dans presque tous les actes reconnus par Throannus jusqu'en 893 ; usage exceptionnel (et mimétique) sous Charles le Simple (six actes dont deux originaux de 896 et 911 ; *Charles III*, n°s 7 et 64) ; résurgence équivoque sous Raoul avec un acte de 927 pour Cluny (*Robert I^{er} et Raoul*, n° 12) ; emploi récurrent au long du règne de Louis IV (*Louis IV*, n°s 1, 3, 5, 18 et 32), dès 936 ; adoption sous Lothaire, à partir de 968 (*Lothaire et Louis V*, n° 31). Pour R.-H. Bautier (1967 et 1984), suivi par J. Dufour (1978), c'est l'année 967 qui constituerait la date charnière à partir de laquelle le millésime se serait installé dans la diplomatie royale française¹.

1. R.-H. Bautier, *Recueil des actes d'Eudes, roi de France (888-898)*, Paris, 1967, p. CXI-CII ; Jean Dufour, *Recueil des actes de Robert I^{er} et de Raoul (922-936)*, Paris, 1978, p. 50 ; R.-H. Bautier, « La chancellerie... », p. 59 (515).

Mais cette date est à reconsidérer, pour la simple raison qu'elle fait référence à un diplôme longtemps considéré comme original (*Lothaire et Louis V*, n° 29), mais que Bautier lui-même soupçonnait de faux dès 1968, avant de développer ses arguments dans une communication publiée en 1986¹.

Selon R.-H. Bautier, l'adoption de l'année de l'Incarnation par la chancellerie du roi Eudes serait une imitation de la pratique inaugurée en 876 dans le royaume oriental par les fils cadets de Louis le Germanique, Charles le Gros et Louis le Jeune. On retrouve le même schéma explicatif que pour l'adoption de la formule simplifiée, mais l'hypothèse est ici plus convaincante. De même, Jean Dufour a rapproché la présence du millésime sur l'acte de Raoul de 927 de la pratique analogue en vigueur à la chancellerie de Louis l'Aveugle. À y regarder de près toutefois, on constate que celle-ci n'a pas d'usage bien arrêté en la matière : environ un tiers des actes de Louis ne comportent pas l'indication du millésime. Puisque le diplôme de 927 est en faveur de Cluny, on aimerait aussi savoir si ce monastère disposait à cette époque d'un acte de Louis l'Aveugle qui aurait pu inspirer le notaire royal. Il est difficile de répondre car les actes de Louis conservés dans le chartrier de Cluny sont des actes primitivement étrangers au monastère, mais reçus en même temps que les biens qu'ils documentaient (*munimina*).

R.-H. Bautier affirmait qu'en renouant en 967 avec l'usage de l'année de l'Incarnation, la chancellerie du roi Lothaire s'était inspirée d'un usage de la chancellerie pontificale. Ce point a été réexaminé de près, à partir de l'édition d'Harald Zimmermann des actes pontificaux de la période 896-1046, et d'un important article de Rudolf Schieffer². Les actes pontificaux porteurs du millésime (premier exemple en janvier 957, pour l'archevêque de Trèves ; JL 3682, Zimmermann 145) sont rares, tous connus en copie, dans des traditions souvent peu sûres, le millésime étant ordinairement la dernière indication de la formule de datation, donc susceptible d'avoir été ajouté (de tels soupçons sont avérés dans des cas précis). L'hypothèse d'une influence des usages pontificaux sur les actes de Lothaire suppose la connaissance de cet usage. Or, si les actes pontificaux datés de l'an de l'incarnation ont été reçus en Italie, Catalogne et Germanie, on n'en connaît pas pour le royaume de France ; toutefois des actes apparemment millésimés ont été octroyés en faveur de bénéficiaires peu éloignés, à Saint-Maximin de Trèves en 968 (JL 3722, Zimmermann 185) et à Saint-Vincent de Metz en 970 (JL 3741, Zimmermann < 204). Sur un plan général, il est néanmoins permis de douter de la capacité des actes pontificaux à susciter l'imitation ; la recherche récente (H.-H. Kortüm, J. Johrendt, R. Grosse) a montré que la diplomatie pontificale du x^e siècle était moins influente que réceptive à l'influence d'autrui. Si des actes pontificaux des années 960 ont jamais été pourvus du millésime, c'est peut-être sous

1. R.-H. Bautier, « Échanges d'influences dans les chancelleries souveraines du Moyen Âge, d'après les types des sceaux de majesté », *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes rendus des séances*, 1968, p. 192-220 (réimpr. dans Id., *Chartes, sceaux...*, p. 563-591), à la p. 198 (569), n. 1 ; Id., « Les diplômes royaux carolingiens pour l'église de Langres », *Cahiers haut-marnais*, 1986, p. 147-149 (réimpr. dans Id., *Chartes, sceaux...*, p. 209-242), p. 147-149 (211-213).
2. R. Schieffer, « Zum Datierungsformular der Papsturkunden des 10. und des frühen 11. Jahrhunderts », dans Klaus Herbers, Hans Henning Kortüm, Carlo Servatius (éd.), *Ex ipsis rerum documentis. Beiträge zur Mediävistik. Festschrift für Harald Zimmermann*, Sigmaringen, 1991, p. 74-84.

l'influence des bénéficiaires qu'ils l'ont été. Au reste, si les solutions diplomatiques pontificales avaient influencé les rédacteurs d'actes royaux de Francie, alors cet attrait aurait plutôt conduit à refuser l'emploi du millésime, puisque les privilèges reçus au cœur de l'espace carolingien – tels les privilèges remis en 972 à Adalbéron de Reims par Jean XIII pour les deux abbayes de Notre-Dame de Mouzon et Saint-Remi de Reims (JL 3762 et 3763 ; Zimmermann 217 et 218) – ne comportent pas de millésime. En conclusion, il est raisonnable d'abandonner l'idée, formulée par Bautier, selon laquelle le retour de l'an de l'Incarnation sur les actes de Lothaire procéderait d'une « imitation des actes pontificaux » par la chancellerie royale. En revanche, si une chancellerie extérieure a pu exercer cette influence, ce serait plutôt celle des Otto-niens puisque les actes des rois de Germanie du x^e siècle sont systématiquement datés de l'année de l'Incarnation. Il est curieux que cette hypothèse n'ait pas été avancée.

Tout en étant commentés selon la perspective choisie cette année, les diplômes en cause ont chaque fois donné lieu à un examen plus large et plus étoffé.

En cours d'année, d'autres dossiers de chronologie ont été ouverts. Un de nos auditeurs, Jean-Pol Évrard, nous a fait connaître un étonnant comput pascal provenant d'une page d'un manuscrit messin aujourd'hui disparu ; il nous a permis d'obtenir un cliché de cette page, retrouvé opportunément à la Médiathèque de Metz. Ce comput, jadis commenté en détail par Charles-Edmond Perrin¹, est une figure donnant à voir deux roues dentées engrenées, respectivement de 19 et 28 dents ; la première roue représente le cycle lunaire de 19 ans, la seconde le cycle solaire de 28 ans (chaque dent représentant une année). Les mêmes dents se retrouvent en correspondance au terme de 532 engrenements, c'est-à-dire la période du « grand cycle pascal » de 532 ans (à savoir 19×28 ans) au terme de laquelle il y a coïncidence entre le jour de la semaine, la phase de la lune et le quantième du mois. Le secteur du disque correspondant à chaque dent porte les indications computiques de l'année qu'elle représente, réparties selon leur nature sur l'une et l'autre roues. Le commentaire de cette œuvre étonnante a permis de rappeler la signification des données chronologiques dont les chartes médiévales sont porteuses.

D'autres enquêtes ponctuelles ont été présentées aux auditeurs : sur la diffusion de l'expression *anno Verbi incarnati*, ou bien sur l'expression de l'année du règne dans quelques chartriers du nord de la France.

II. Cette année encore, on a consacré quelques séances au commentaire d'actes hybrides. On a ainsi présenté quelques pièces originales du xii^e s. en provenance du chartier de l'abbaye bénédictine Saint-Nicolas-au-Bois (Aisne), documents que nous a fait connaître l'un de nos auditeurs, Frédéric Poidevin, étudiant en master. L'une de ces pièces (Arch. dép. Aisne, H 350), jadis scellée semble-t-il, est un acte en forme de lettre par lequel l'abbé de l'Aumône relate à son confrère de Saint-Nicolas une donation faite en sa présence par une dame laïque. L'action juridique a eu lieu loin de Saint-Nicolas mais en faveur de ce monastère ; l'indication chronologique figurant au bas

1. Charles-Edmond Perrin, « Note sur un comput pascal d'origine messine », *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine*, t. 39 (1930), p. 127-141.

de l'acte (... *in cujus presentia et domo id actum est in die sancto Pasche*) se rapporte à l'action juridique; l'absence de millésime ancre cette action dans une temporalité courte, celle de la transmission d'une nouvelle. On peut mettre ce fait en relation avec le caractère double du document, à la fois diplomatique et épistolaire.

Dans un registre bien différent, on a examiné le cas de la « charte-inscription » de Xures (Arch. dép. Moselle, H 2547, n° 1), un parchemin consignait au recto la charte de constitution de douaire donnée en 1022 par un certain Richard en faveur de son épouse Cunégonde, le verso étant occupé par une inscription en lettres épigraphiques relatant la consécration de la chapelle de Xures en 1072¹. Il est vraisemblable que les biens constituant le douaire de Cunégonde sont venus enrichir le patrimoine de cette chapelle. Il reste délicat de fixer à quelle occasion et pour quelle raison on a transcrit le texte du verso.

III. Quelques séances ont été réservées à la présentation critique de publications récentes. On a notamment commenté une belle mise au point de Steven Vanderputten et Brigitte Meijns sur la réforme monastique flamande du x^e siècle²; un passage du diplôme de Lothaire de 954 (*Lothaire et Louis V*, n° 1) en faveur de Saint-Bavon de Gand s'y trouve interprété d'une façon neuve, mais qui nous a semblé peu convaincante à la lecture du texte de l'acte royal : contrairement à ce qu'avancent les auteurs, les abbés de Saint-Bertin et de Saint-Amand y sont déclarés soumis non pas à la *ditio* des abbés lorrains, mais bien à celle de l'abbé W[ido] de Gand.

Enfin, quelques heures ont été consacrées aux actes de l'abbé de Saint-Denis Suger (1022-1051), plus spécialement aux problèmes que soulève leur scellement. L'enquête est partie de la lecture critique d'un article de László Solymosi récemment sorti des presses et qui fait écho à une étude de Thomas Waldman publiée en 2006 dans la même revue³. Une pièce cardinale de l'article de notre collègue hongrois est l'acte connu sous le nom de *Testament* de Suger (1137), qui présente la trace de dix sceaux pendants sur courroie, apposés postérieurement à l'accomplissement de l'acte. Aux Archives nationales, grâce à l'amicale obligeance de Ghislain Brunel, conservateur en chef à la Section ancienne, le directeur d'études a pu examiner le parchemin original du *Testament* dans des conditions de travail parfaites; il a pu aussi confronter ce parchemin à la plupart des actes de Suger encore conservés en original. Des clichés de travail pris à l'occasion de cet examen ont été présentés et étudiés en séminaire, permettant de faire émerger des hypothèses encore provisoires touchant le processus et le moment du scellage, l'hypothétique scellement initial de l'acte, ainsi que l'identité de deux des sigillants restés anonymes. Les premiers résultats de l'enquête feront l'objet d'une communication prévue pour le printemps 2012.

1. Marie-José Gasse-Grandjean, « La charte-inscription de la chapelle de Xures (1072) », dans Didier Méhu (éd.), *Mise en scène et mémoires de la consécration de l'église dans l'Occident médiéval*, Turnhout, 2008, p. 143-157.
2. Steven Vanderputten et Brigitte Meijns, « Gérard de Brogne en Flandre. État de la question sur les réformes monastiques du x^e siècle », *Revue du Nord*, t. 92 (2010), p. 271-295, à la p. 294.
3. Thomas Waldman, « *Sigillum sancti Dyonisii archiepiscopi*. La fabrication d'une légende », *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 164 (2006), p. 349-370; László Solymosi, « Le début de l'usage des sceaux à l'abbaye de Saint-Denis », *ibid.*, t. 167 (2009), p. 197-205.